



**SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE – CGT**

**126 rue de l'Université – BP 24
75355 PARIS 07 SP**

Paris, le 5 octobre 2018

NON À LA CASSE DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE PARLEMENTAIRE

Les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires, UNEF et UNL ont décidé de faire du 9 octobre prochain « *une première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne contre une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant (...) l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs* » avec, en particulier, les atteintes au service public, matérialisées en dernier lieu par le rapport CAP 22 sur la réforme de l'État.

Notre syndicat s'associe pleinement à cette journée de mobilisation, de grève et de manifestation.

Le rapport au Président présenté au printemps et dont les grands axes ont été retenus par la majorité du Bureau au mois de juillet, prétend maintenir des droits acquis, alors que les mesures prises les dégraderont, est **injuste** pour nos futurs collègues qui feront le même travail sans bénéficier des contreparties associées à leurs contraintes, est **inefficace** en ce qu'il entraîne déjà une désorganisation qui détériore les services rendus aux députés et à leurs collaborateurs.

Face à ces contre-réformes inacceptables notre syndicat appelle tous les salariés de l'Assemblée nationale, quel que soit leur statut, à se rassembler et à participer à la grève et à la manifestation unitaire du 9 octobre (départ de Montparnasse à 14h00, rdv au pied du ballon de l'UFSE et des Services publics). Les mots d'ordre de ce rassemblement sont les leurs : défendre la Fonction publique et les services publics (statuts, missions, emplois, salaires, conditions de travail) et s'opposer aux suppressions de postes et aux transferts de missions vers le secteur privé.

Nous revendiquons en effet :

Le maintien du même statut pour tous, pour le présent comme pour l'avenir :

- recruter massivement par concours afin de pourvoir tous les emplois permanents ;
- mettre fin à la multiplicité des règles d'emploi sur les emplois permanents, en organisant l'intégration des personnels contractuels plus que jamais précarisés et en réaffirmant l'unité du statut pour tous les fonctionnaires, quelle que soit leur catégorie, quelle que soit leur date d'entrée dans les cadres ;
- maintenir notre régime de retraite, les dispositifs de départ anticipé et notre fonds de sécurité sociale.

Communiqué commun CGT- FO - Solidaires - UNEF - UNL

Pour les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens – la CGT, FO, Solidaires, UNEF et UNL- réunies le 30 août 2018, un constat s'impose et se renforce, celui d'une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

Cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées par le gouvernement, relèvent d'une logique d'individualisation mettant à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale, et fragilisant une fois de plus les plus faibles, les précaires et les plus démunis.

Qu'il s'agisse :

- des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- des atteintes au service public, en particulier CAP 22 ;
- des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation
- des attaques portées à notre système de santé ;
- de la destruction de notre système de retraites ;
- du gel des prestations sociales ;

Les organisations signataires appellent le gouvernement à entendre les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es, et qu'il ne soit plus uniquement guidé par l'obsessionnelle diminution de la dépense publique. Au moment où est annoncée une fois encore l'explosion des dividendes en France et dans le monde, il est temps de mener une politique de partage des richesses pour augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits.

C'est pourquoi, les organisations signataires décident de faire du 9 octobre prochain une première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne.

Concernant la date de la journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, l'Union syndicale Solidaires la validera lors de son instance nationale la semaine prochaine.

Les organisations signataires invitent les autres organisations syndicales et de jeunesse à s'y associer largement et à s'inscrire dans un processus de mobilisation.

Paris, le 30 août 2018

